

Législatures inclusives pour des politiques sensibles au genre (LIPSG) Ghana, Kenya et Togo

Visant à améliorer les résultats du développement et les droits humains, le projet aidera trois parlements partenaires (le Ghana, le Kenya et le Togo) et les parlementaires à prendre en compte les impacts différentiels des politiques, des lois et des budgets sur les populations les plus pauvres et les plus marginalisées, en particulier les femmes et les filles. L'initiative proposée sera un effort pionnier pour fournir un soutien à plus grande échelle au renforcement des parlements sur les questions d'inclusion et d'égalité des genres.



Cette initiative de quatre ans (2022-2026) fournira un soutien aux parlements partenaires pour évaluer de manière adéquate les lacunes et renforcer leurs capacités à intégrer les aspects de genre dans l'exercice de leurs rôles législatifs, de contrôle et de représentation. Plus précisément, LIPSG renforcera la capacité des trois parlements à :

- formuler et rendre opérationnels des stratégies et des plans institutionnels détaillés tenant compte de la dimension de genre,
- mettre en œuvre des réformes administratives pour une utilisation efficace des ressources et une prestation de services tenant compte de la dimension de genre,
- amender et adopter des lois inclusives en matière de genre, y compris des budgets sensibles au genre,
- superviser la réalisation des engagements en matière d'égalité des sexes par les branches exécutives, et
- établir un lien avec les citoyens, en particulier les femmes et les filles, afin de prendre en compte leurs points de vue et leurs besoins dans les processus législatifs et de contrôle.

Le projet renforcera les connaissances des organisations de la société civile (OSC) et des groupes de défense des droits des femmes (GDF) travaillant sur des questions liées au parlement et leurs capacités à s'engager efficacement avec les parlements. Il mettra l'accent sur l'engagement des groupes de la société civile ainsi que des femmes et des filles individuelles et sur la prise en compte de leurs voix dans le processus décisionnel. En fin de compte, ces expériences contribueront à l'institutionnalisation et au développement de pratiques et d'outils visant à rendre le travail législatif et de contrôle des parlements plus inclusifs et plus sensibles aux questions de genre.

Les activités comprendront l'engagement des citoyens, le renforcement institutionnel, l'échange de connaissances, la mise en réseau des parlementaires et la formation pratique. Le projet explorera les mécanismes permettant de faciliter la participation des citoyens, y compris l'utilisation de la technologie numérique. L'engagement direct de ces trois parlements africains dans un effort concerté sera un moyen efficace d'enrichissement mutuel et de partage des connaissances entre eux et avec le parlement du Canada. Les expériences et les connaissances précieuses acquises au cours du projet peuvent fournir des occasions de partager les leçons apprises, les bonnes pratiques et les modèles qui peuvent être étendus à toute l'Afrique sub-saharienne.

Alors que les parlements du Ghana, du Kenya et du Togo renforcent leur capacité pratique à appliquer une forte perspective de genre à l'exécution de leurs rôles législatifs et de surveillance, LIPSG offrira une compréhension plus approfondie de la manière dont les défis de gouvernance peuvent être mieux abordés pour atteindre les objectifs de la Politique d'aide internationale féministe (PAIF) du gouvernement canadien, ainsi que des objectifs plus larges partagés au niveau international, tels que les interventions en cas de pandémie et les ODD.

Information: Edith.Gingras@parlcent.org